fr

Press release | 15.03.2012

6ème Forum Mondial de l'Eau (FME)

pour une reconnaissance de l'eau comme bien commun

C'est dans le dans le cadre du 6ème Forum Mondial de l'Eau (FME) qui a lieu à Marseille cette semaine que le Parlement européen a voté aujourd'hui une résolution sur l'eau.

Même si cette résolution sur l'eau est la preuve des bonnes intentions du Parlement européen concernant cette ressource indispensable pour la vie sur Terre, il est à craindre que l'eau reste à l'origine de nombreux problèmes à l'avenir.

Pour **Michèle RIVASI**, vice-présidente du Groupe des Verts/ALE - Les Verts et vice-présidente du groupe des Verts-ALE, cet enjeu majeur ne doit pas tomber dans les mains du privé:

"L'accès à l'eau potable est devenu un droit fondamental depuis 2010, mais il faut aller plus loin: il faut constitutionnaliser ce droit et promouvoir une gestion globale de l'eau en tant que bien public mondial. Pour ce faire, nous ne pouvons laisser les entreprises privées garder la main sur le marché de l'eau. En France, la délégation de service public a été remise en cause et l'on assiste à une remunicipalisation croissante de la gestion de l'eau, en régie directe, ce dont les écologistes se réjouissent."

L'eurodéputée revient sur la déclaration adoptée hier lors du Forum de l'Eau:

"Le lobby de l'eau a réussi son coup: cette déclaration prétend que l'investissement privé peut garantir le droit à l'eau, ce qui oriente logiquement le débat vers une privatisation des systèmes d'eau. C'est une provocation de trop pour les nombreux délégués gouvernementaux des pays en développement présents au FME, et dont la capacité d'investissement ne permet pas de garantir l'accès à l'eau potable sans aide internationale. C'est pourquoi il faut intégrer ce Forum au processus Onusien et parvenir à la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement qui s'occuperait de cette thématique, parmi d'autres."

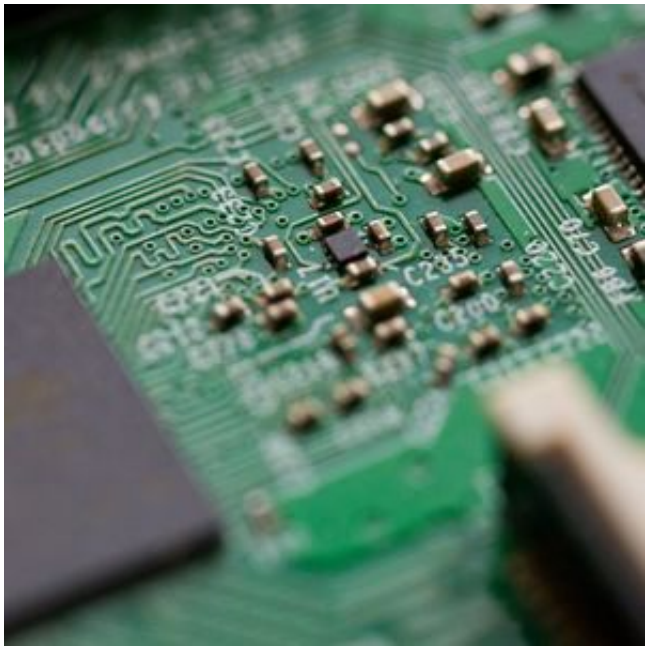
Et **Michèle RIVASI** de conclure:

"L'eau est source de vie et non de profit, c'est la seule ressource essentielle qui soit non substituable: nous devons donc faire le maximum pour assurer tant sa qualité que la quantité disponible pour chaque être humain et pour le maintien des écosystèmes. L'eau n'appartient à personne, ce n'est pas une marchandise mais un bien commun universel."

Recommended

Press release

chris-ried



Digital Fairness Act falls short on addictive design

11.11.2026

Press release

Redek Kozak



[Czech public media under attack - with Markéta Gregoro…]

11.11.2026

Opinion

© Christian Kaufmann



Healthy food starts with healthy farming. Europe must …

04.11.2026

Press release

sebastian-johann



Commission launching an attack against nature

04.11.2026

Responsible MEPs



Michèle Rivasi

Member

Please share

- E-Mail